

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 19286 - 74ÈME ANNÉE

La candidate PCR sur la liste «Pour une Europe des gens contre une Europe de l'argent» place les Réunionnais au coeur des préoccupations

Européennes : Julie Pontalba a présenté son programme



Yvan Dejean, Maurice Gironcel, Julie Pontalba, Elie Hoarau et Ginette Sinapin.

Le programme part d'un constat, l'urgence sociale. L'INSEE qualifie La Réunion de département socialement hors norme. Les Réunionnais n'en peuvent plus et descendent dans la rue, rappelle Julie Pontalba : Chaudron en 1998, COSPAR en 2009 et gilets jaunes. A chaque fois des ministres se déplacent, et apportent des réponses ponctuelles sous forme de déblocage de fonds supplémentaires et des cadeaux fiscaux. L'urgence sociale mérite mieux que des ajustements budgétaires et fiscaux.

Le programme que Julie Pontalba défend au sein de la liste «Pour

une Europe des gens contre l'Europe de l'argent» s'appuie sur un principe : mettre à l'abri les territoires éloignés. Cela repose sur trois piliers : autonomie énergétique, autonomie alimentaire et la paix. Il est intégré dans le programme de la liste conduite par lan Brossat, qui comprend également Michel Branchy, un responsable du Parti communiste martiniquais.

**Un projet,
une assemblée,
un fonds régional**

«Le statut des RUP a permis des avancées, il montre ses limites et ne permet plus le bon développement de La Réunion», explique-t-elle, «il faut dépasser ce statut et aller vers plus de pouvoir de décision dans les territoires concernés. C'est en effet là que les problèmes sont posés, alors que les décisions sont actuellement prises à 10000 kilomètres». «On ne remet pas en cause le fondement des RUP, qui sont les dérogations», explique Elie Hoarau, ancien député au Parlement européen, c'est dans les décisions qu'il faut dépasser le cadre actuel.

Il donne un exemple auquel il a été

confronté en tant que parlementaire : la difficulté d'utiliser des fonds LEADER en Guadeloupe en raison des lourdeurs administratives, et une partie de ces fonds sont repartis à Bruxelles.

Le PCR propose que les Réunionnais discutent ensemble d'un projet, la création d'une assemblée territoriale pour mettre en œuvre ce projet, et un fonds régional de développement pour le financer.

Plus de pouvoirs aux Réunionnais

C'est là qu'entre en jeu l'Europe, avec la revendication de globaliser les crédits européens dans le fonds régional de développement avec un contrôle a posteriori de l'Europe du bon usage de l'argent utilisé. Il s'agit de faire disparaître les lourdeurs administratives qui amènent de nombreux ayants droits à renoncer à l'appui des fonds européens. La Cour des comptes relève aussi l'absence de cohérence dans l'utilisation des fonds qui sont consommés à 94 %. Les accords de partenariat économiques sont actuellement négociés entre les pays ACP et l'Union européenne. Ces APE sont asymétriques car l'Union européenne ouvre son marché, donc celui de La Réunion, sans quota ni droit de

douane et sans réciprocité. Or, tous les voisins de La Réunion sont des pays ACP. Comment protéger l'économie réunionnaise de produits entrant directement en concurrence ?

Julie Pontalba propose que quand des négociations d'accords commerciaux engagent l'avenir de La Réunion, alors un représentant de La Réunion doit être là pour défendre la création de clauses de sauvegarde et de moratoires.

Faire évoluer les règles dans ce sens sera une des missions de Julie Pontalba au Parlement européen, dit en substance Elie Hoarau.

Bousculer les règles établies

Pour le PCR, l'Europe doit avoir une grande ambition écologique, notamment pour les RUP. L'Union européenne doit soutenir financièrement les projets de transition écologiques. C'est d'autant plus urgent dans les RUP, car soumises aux effets du changement climatique comme les cyclones et la montée des eaux.

Le PCR avait proposé l'autonomie énergétique et alimentaire à l'horizon 2025, un objectif qui reste réalisable comme le montre l'expérience de Sainte-Suzanne. A

ce sujet, Maurice Gironcel, secrétaire général du PCR indique que la commune où il est maire compte 24.000 habitants mais les sites de production d'électricité à partir d'énergies renouvelables en fournissent pour 35.000 habitants, et pour 45.000 quand de nouvelles éoliennes seront mises en service prochainement. L'océan Indien est zone de paix pour l'ONU depuis 1971, mais ce n'est pas le cas comme le montre la question des Chagos. L'Europe doit s'engager dans l'éducation, la santé et pas dans la course à l'armement.

Dans une communication de 2017, la Commission appelle à une nouvelle gouvernance des RUP, avec un partenariat renforcé. Julie Pontalba s'appuiera sur cette communication pour bousculer les règles établies et dépasser les règles actuelles.

Maurice Gironcel conclut la conférence de presse en évoquant la dynamique de la campagne, et en annonçant un meeting le 22 mai à Sainte-Suzanne, avec un message de Ian Brossat.

M.M.

In kozman pou la rout

« Antansyon ! La brèz sou la sann lé riskab mète do fé dan la kaz »

Mi rapèl dann tan isi La Rényon l'avé in bonpé kaz an paye. L'avé pa bézoin gran shoz pou mète dofé dan la kizine épi dan la kaz. Téli sifi d'in fé mal étinn. Arzout èk sa, souvan défoi demoun téi gard la brèz pou ralime lo fé landomin matin. Mi an souvien in zour, dopi l'androi nou téi rèss, moin la vi bann gran flam-pars lété lo soir sa l'arivé !-Demoun téi i kriy O fé ! O fé ! épi demoun téi kour an dsandan pou alé done in kou d'min la famiy dann malizé é mi rapèl bien demoun téi kriy : « Do fé la pran dan la kaz Barbin ! Do fé la pran dan la kaz Barbin ! ». Bien antandi l'ède demoun la pa ansèrv de rien é lo kaz konm la kuizine la bril san pour san... Mé nou l'aprè anparl in provèrb nou la é provèrb-la i vé dir a popré : alon méfyé, pars dofé i kouv souvan dé foi sou la sann. Li lé bien kashyété ! Ou i pans li lé pa danzéré é oila toudinkou danzé i ariv, malèr i ariv, é avèk in l'anmèrdman lépa kroiyab. La lé pi in késtyonn fé, dé sann épi d'brèz sé solman traka d'la vi i mank pa kan ou lé an sosyété. Alé ! Mi kite azot rofléshi la dsi é ni artrouv pli d'van. Sipétadyé !

APE, canne à sucre, octroi de mer, changement climatique, Chagos

Européennes : 5 priorités pour La Réunion

Lors de la présentation du programme que Julie Pontalba propose aux électeurs, la candidate PCR sur la liste PCF conduite par Ian Brossat a décliné 5 priorités pour l'intervention de l'Union européenne à La Réunion au cours de la prochaine législature : les accords de partenariat économique, la canne à sucre, l'octroi de mer, le changement climatique et les Chagos.

Au-delà de ce programme, ce sont des urgences. La nouvelle législature doit mieux accompagner les RUP. 5 priorités sont identifiées pour La Réunion :

- **APE** : l'Europe veut accélérer ce processus. Julie Pontalba déplore le manque d'information sur ces accords et revendique la transparence immédiate dans ces accords

- **Canne à sucre** : depuis 2017, c'est la fin du quota et du prix d'intervention. Jusqu'alors protégé sur le marché européen, le sucre réunionnais est désormais face à la concurrence mondiale. La France a décidé de compenser la perte annuelle par un montant de 38 millions d'euros par an pour l'outre-mer versés aux sociétés su-

crières jusqu'en 2021. Julie Pontalba demande donc à l'Europe de pérenniser cette autorisation, et que l'État continue de soutenir la filière avec le même effort. 18.000 emplois sont en jeu.

Le PCR demande aussi la transparence sur l'utilisation des fonds publics versés à l'industriel qui ensuite les distribue aux producteurs de cannes à sucre. Pourquoi ne pas verser directement cet argent aux planteurs ?

Julie Pontalba demande également que les planteurs de La Réunion intègrent la coopérative Tereos, propriétaire des deux dernières usines sucrières de notre île.

Elle plaide aussi pour un audit sur tout ce qui peut être produit à La Réunion à partir de la canne. Le Conseil départemental appuyé par l'UE pourrait réaliser cette étude.

- **Octroi de mer** : c'est une taxe considérée comme un obstacle au commerce. Elle finance une grande partie du budget des collectivités. La dérogation accordée par l'Europe expire en 2020. Que ferons-nous dans quelques mois ? D'où la demande d'une concertation entre Réunionnais pour savoir que faire après, ce n'est pas à quelques personnes dans un bureau à 10.000 kilomètres de décider.

- **Changement climatique** : de

nombreux appels se font entendre pour changer de modèle de société. Le Traité sur le climat a été ratifié en 2016. Tous les Etats sont donc tenus de le respecter, avec une première évaluation en 2021. Julie Pontalba demande donc que soit rendu public un plan visant à se conformer à l'Accord de Paris, et à lutter contre la perte de biodiversité qui s'accélère. Elle revendique aussi la création d'un fonds vert pour financer les actions dans ce domaine à La Réunion.

- **Chagos** : la Cour internationale de justice a reconnu la responsabilité de la Grande-Bretagne dans l'affaire des Chagos, et la Grande-Bretagne est encore membre de l'UE. L'UE doit faire respecter la décision de la Cour internationale de justice et permettre le retour des Chagossiens dans leur île pour éviter un génocide par extinction. En effet au fil du temps, les personnes nées aux Chagos disparaissent les unes après les autres sans que le droit de vivre dans leur pays soit respecté.

M.M.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
71e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany
Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ;
1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

